



FIDUCIAIRE FISKOPHIL

bvba

sprl

COMPTABILITÉ - BOEKHOUDING
FISCALITÉ - FISKALITEIT
LOIS SOCIALES - SOCIALE WETTEN

Φοροτεχνικά - Λογιστικά - Κοινωνική Νομοθεσία

FIDUCIAIRE FISKOPHIL

FIDUCIAIRE FISKOPHIL bvba - sprl

Boulevard Edmond Machtens 79/22 - 1080 Bruxelles - (Belgique - België) - I.P.C.F. N° 104021 - Tél.: +32 (0)2/411 75 25 - Fax: 02/414 22 80
T.V.A.: BE 0474 968 616 - BNP Paribas Fortis: BE 14 210-0213722-83 - BIC: GEBABEBB - Email: philippe@fiskophil.com - www: fiskophil.com



FIDUCIAIRE FISKOPHIL
bvba sprl

COMPTABILITÉ - BOEKHOUDING
FISCALITÉ - FISKALITEIT
LOIS SOCIALES - SOCIALE WETTEN

Pour la Communauté Hellénique de Bruxelles

Conférence du 20/6/2013 à 19h



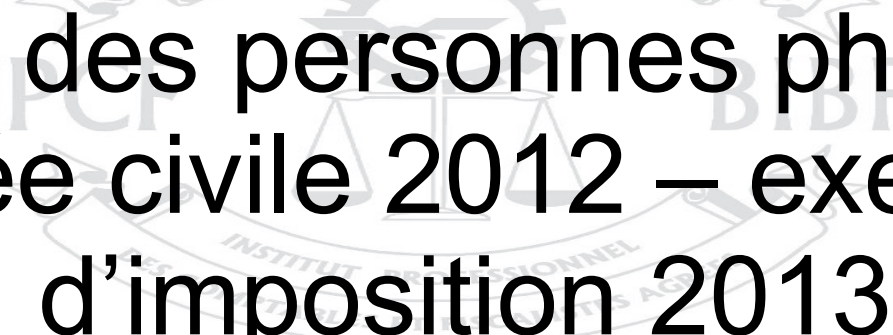
FIDUCIAIRE FISKOPHIL

Tax & Legal Advisers

www.fiskophil.com

FIDUCIAIRE FISKOPHIL bvba - sprl

Boulevard Edmond Machtens 79/22 - 1080 Bruxelles - (Belgique - België) - I.P.C.F. N° 104021 - Tél.: +32 (0)2/411 75 25 - Fax: 02/414 22 80
T.V.A.: BE 0474 968 616 - BNP Paribas Fortis: BE 14 210-0213722-83 - BIC: GEBABEBB - Email: philippe@fiskophil.com - www.fiskophil.com



Impôts des personnes physiques année civile 2012 – exercice d'imposition 2013

La fiscalité par la déclaration rappels utiles

QUELQUES NOUVEAUTES

Vous êtes contribuable

- entreprise ou particulier, les barèmes qui vous sont appliqués sont indexés du montant de l'inflation en 2012, soit 2,84%.
- dans le cadre de l'épargne à long terme, le montant déductible passe de 2200 à 2260 euros
- en matière d'épargne pension, le plafond passe à 940 euros
- les revenus exonérés d'impôts seront désormais de 8590 euros
- Le précompte mobilier augmente de 15 ou 21% à 25%. Il redevient libératoire et ne doit donc plus être déclaré dans votre déclaration fiscale
- La tranche de revenus exonérés de précompte mobilier sur carnets d'épargne passe à 1830 euros
- Les SICAFI résidentielles versant un dividende devront retenir 15% de précompte mobilier
- Si vous possédez une assurance-vie à l'étranger, vous devez la déclarer lors de la déclaration fiscale
- La taxe sur les assurances vie passera de 1,1 à 2%
- Le prix unitaire de chaque titre-service augmente à 8,5 euros. Sous déduction forfaitaire de 30%, le coût net est donc maintenant de 5,95 euros.

Vous êtes une personne physique

Les amendes impayées ou non contestées seront imputées aux personnes en infraction

QUELQUES NOUVEAUTES

Vous dirigez une entreprise

- La lutte contre les faux indépendants sera accrue
- Les avantages en nature non déclarés dont le fisc aura pris connaissance se verront appliquer une taxe de 309%
- La cotisation de solidarité des voitures de sociétés augmente de 1,1641 à 1,1920%
- Maigre consolation, les entreprises qui avaient engagé leurs 3 premiers salariés avant octobre 2012 bénéficieront d'une petite baisse de cotisations sociales pour quelques trimestres.

Nouvelle baisse de prix des médicaments génériques

- Le prix des médicaments génériques baissera en moyenne de 3,2% le 1er avril. Cette diminution dépasse de 67% les économies que les autorités avaient demandé au secteur à cette date, indique FeBelGen qui représente l'industrie belge des médicaments génériques. En outre, différents groupes de médicaments génériques comme les antidépresseurs et les antihypertenseurs verront encore leur prix diminuer le 1er mai, en moyenne de 1,5%.

QUELQUES NOUVEAUTES

Le soutien public au photovoltaïque entre dans une phase de transition en Wallonie

- Un accord a été trouvé au gouvernement wallon sur le soutien public au photovoltaïque, qui garantit notamment aux détenteurs de panneaux photovoltaïques un prix minimum pour le certificat vert à 65 euros jusqu'au remboursement à 100% de l'installation ou du prêt contracté dans le cadre de l'investissement. Pour les citoyens qui placeront à l'avenir des nouvelles installations photovoltaïques, un nouveau système "Qualiwatt" remplacera les certificats verts (CV) à brève échéance. Au 1er avril, quand commencera la phase de transition entre la fin du régime actuel des CV et l'entrée en vigueur de Quali watt, l'ancien système d'avant 2007 prévaudra (1 certificat vert par mégawattheure produit) encore. Quali watt répercutera directement le soutien sur la facture d'électricité, assurant un temps de retour sur investissement de 7 à 9 ans, proportionné au revenu des familles.
- Le gouvernement wallon et le secteur du photovoltaïque ont par ailleurs convenu de garantir aux détenteurs actuels de panneaux photovoltaïques un niveau de rendement de 7 pc.

QUELQUES NOUVEAUTES

La pension ménage minimale des indépendants ajustée

- La pension ménage minimale des indépendants sera adaptée dès ce 1er avril afin de combler l'écart avec les salariés. La pension ménage d'un indépendant après une carrière complète sera désormais de 1.386,40 euros par mois. La pension ménage d'un indépendant a augmenté de 6.800 euros par an en 10 ans.

Une carte électronique obligatoire pour les commerçants ambulants

- Les commerçants ambulants devront demander une carte électronique dès ce 1er avril. Cette carte coûtera 13 euros et aura pour but de contrer les abus, les fraudes et la concurrence déloyale. Les commerçants ambulants auront jusqu'à avril 2014 pour se mettre en ordre et posséder le précieux sésame.

Nouveaux coefficients pour le calcul des salaires des détenteurs de voiture de société

- De nouveaux coefficients entrant en ligne de compte pour le calcul du salaire de quelque 400.000 travailleurs disposant d'une voiture de société seront d'application dès ce 1er avril. Selon le secrétaire d'État Hendrik Bogaert, pour les moteurs diesel dont sont équipées 87 pc des voitures de société, le coefficient reste inchangé. Et pour les autres moteurs, "l'avantage en tout genre" devrait baisser selon lui.



La déclaration fiscale

Exercice d'imposition 2013 –
Revenus 2012

CADRE II

- Renseignements d'ordre personnel et charges de famille

page 2

Cadre II. - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE PERSONNEL ET CHARGES DE FAMILLE.

A. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE PERSONNEL. (Cochez les cases qui correspondent à votre situation personnelle)

1. Au 1.1.2013 vous êtes :

1001-66 célibataire sans être cohabitant légal

1002-65 marié

1003-64 Vous vous êtes marié en 2012 et vous ne cohabitez pas légalement depuis l'année 2011 ou antérieurement jusqu'à votre mariage avec votre conjoint,

1004-63 dont les ressources nettes en 2012 ne dépassaient pas 2.990 EUR

1006-61 cohabitant légal

1007-60 Vous avez fait en 2012 une déclaration de cohabitation légale avec votre partenaire,

1008-59 dont les ressources nettes en 2012 ne dépassaient pas 2.990 EUR

1010-57 veuf, veuve ou y assimilé (suite au décès de votre cohabitant légal)

1011-56 Votre conjoint ou cohabitant légal est décédé en 2012. Pour vous et lui ou elle :

1012-55 il y a lieu d'établir une imposition commune

1013-54 il y a lieu d'établir deux impositions distinctes

1014-53 divorcé ou y assimilé (suite à la cessation de la cohabitation légale)

1015-52 Le divorce ou la cessation de la cohabitation légale a eu lieu en 2012

1016-51 séparé de corps

1017-50 La séparation de corps a eu lieu en 2012

1019-49 séparé de fait

1019-48 La séparation de fait a eu lieu en 2012

2. Cette déclaration concerne :

1022-45 un contribuable décédé en 2012 qui à la date de son décès :

1023-44 était marié ou cohabitant légal

1024-43 n'était ni marié ni cohabitant légal, mais était devenu veuf, veuve ou y assimilé (suite au décès de son cohabitant légal) en 2012

1025-42 Pour le contribuable et son conjoint ou cohabitant légal décédé antérieurement en 2012 :

1026-41 il y a lieu d'établir une imposition commune

1027-40 n'était ni marié ni cohabitant légal et n'était pas non plus devenu veuf, veuve ou y assimilé (suite au décès de son cohabitant légal) en 2012

3. Etes-vous :

a) un contribuable qui, en tant que fonctionnaire, autre membre du personnel ou pensionné d'une organisation internationale, a recueilli en 2012 des revenus professionnels qui sont exonérés par convention et ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'impôt afférent à ses autres revenus ?

1062-05 Oui

2062-72 Oui

Si oui, ces revenus professionnels dépassaient-ils 9.810 EUR en 2012 ?

1020-47 Oui

b) le conjoint ou cohabitant légal d'un fonctionnaire etc. d'une organisation internationale visé sous a, qui a recueilli en 2012 des revenus professionnels supérieurs à 9.810 EUR qui sont exonérés par convention et ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'impôt afférent à ses autres revenus ?

1021-46 Oui

c) un contribuable gravement handicapé ?

1028-39 Oui

2028-09 Oui

B. CHARGES DE FAMILLE. (Indiquez le nombre demandé sauf s'il est égal à 0)

1. a) Nombre d'enfants qui peuvent être considérés fiscalement comme étant totalement à votre charge : 1030-37

b) Nombre d'enfants visés au 1, a, atteints d'un handicap grave : 1031-36

c) Nombre d'enfants visés au 1, a, qui étaient âgés de moins de 3 ans au 1.1.2013 et pour lesquels vous ne revendiquez pas de réduction d'impôt pour frais de garde d'enfant au cadre X, B : 1038-29

d) Nombre d'enfants visés au 1, c, atteints d'un handicap grave : 1039-28

2. a) Nombre d'enfants qui sont à votre charge fiscalement, mais pour lesquels la moitié de l'avantage fiscal doit être attribuée à l'autre parent du fait que l'hébergement des enfants est réparti de manière équilibrée : 1034-33

b) Nombre d'enfants visés au 2, a, atteints d'un handicap grave : 1035-32

c) Nombre d'enfants visés au 2, a, qui étaient âgés de moins de 3 ans au 1.1.2013 et pour lesquels vous ne revendiquez pas de réduction d'impôt pour frais de garde d'enfant au cadre X, B : 1054-13

d) Nombre d'enfants visés au 2, c, atteints d'un handicap grave : 1055-12

3. a) Nombre d'enfants qui sont fiscalement à charge de l'autre parent, mais pour lesquels la moitié de l'avantage fiscal doit vous être attribuée du fait que l'hébergement des enfants est réparti de manière équilibrée : 1036-31

b) Nombre d'enfants visés au 3, a, atteints d'un handicap grave : 1037-30

c) Nombre d'enfants visés au 3, a, qui étaient âgés de moins de 3 ans au 1.1.2013 et pour lesquels vous ne revendiquez pas de réduction d'impôt pour frais de garde d'enfant au cadre X, B : 1058-09

d) Nombre d'enfants visés au 3, c, atteints d'un handicap grave : 1059-08

4. a) Nombre de parents, grands-parents, arrière-grands-parents, frères et sœurs âgés de 65 ans ou plus, qui peuvent être considérés fiscalement comme étant à votre charge : 1043-24

b) Nombre de personnes visées au 4, a, atteintes d'un handicap grave : 1044-23

5. a) Nombre des autres personnes qui peuvent être considérées fiscalement comme étant à votre charge (ne comptez ni vous-même, ni votre conjoint ou partenaire cohabitant !) : 1032-35

b) Nombre de personnes visées au 5, a, atteintes d'un handicap grave : 1033-34

CADRE II

- Rappel : séparé de corps (par décision judiciaire) séparé de fait : droit commun (date d'inscription nouveau domicile) – la quotité exemptée d'impôt peut être majorée de 1440 € s'il y a un enfant à charges
- Seuls les personnes mariées peuvent se séparer de corps – les cohabitants légaux peuvent se séparer que de fait ! Pour des raisons de mécontentement l'administration permettra aussi aux personnes séparées de fait d'introduire une déclaration séparément – pas d'avantage fiscal la première année – à partir de la deuxième 1440 € de quotités exemptées supplémentaires s'il y a un enfant à charges.
- Fonctionnaires d'un organisme international : cocher la case 1062-05 si ces revenus \geq 9810 € il faut cocher la case 1020-47
- C'est pour éviter que le supplément de réduction pour enfants à charges par exemple ou frais excédentaires sur titres services ne soit transformé en crédit d'impôt ce qui avait comme conséquence des remboursements d'impôts belges pour certains ménages qui ne disposaient pas de revenus modestes mais de revenus confortables! **CA A CHANGE DEPUIS 2012**
- Personnes à charges : faire partie du ménage au **1.01.2013**
- Ne pas avoir bénéficié de revenus propres \geq 4320 € si parent isolé – 2990 € dans les autres cas

CADRE III

Cadre III. - REVENUS DE BIENS IMMOBILIERS.

page 3

- Revenus de biens immobiliers



| A. REVENUS BELGES. | | NON INDEXE | |
|--|----------------------------|------------|---------|
| 1. Propre habitation (ou partie de celle-ci) que vous occupez personnellement ou que vous n'occupez pas personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales | | | |
| ▲ Attention : ne complétez cette rubrique que dans les circonstances précisées dans la brochure explicative (voir "Remarque importante" dans les explications relatives à cette rubrique) ! | | | |
| a) R.C. soumis au précompte immobilier : | R.C. | 1100-64 | 2100-34 |
| b) R.C. non soumis au précompte immobilier : | R.C. | 1101-63 | 2101-33 |
| c) Nombre maximum d'enfants qui étaient à votre charge au 1er janvier d'une année antérieure quelconque et qui occupaient avec vous cette habitation : | R.C. | 1104-60 | |
| 2. Immeubles utilisés pour votre profession : | | | |
| 3. Bâtimens non donnés en location, donnés en location à des personnes physiques qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession ou donnés en location à des personnes morales autres que des sociétés, en vue de les mettre à disposition de personnes physiques à des fins d'habitation : | | | |
| 4. Terrains, matériel et outillage non donnés en location ou donnés en location à des personnes physiques qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession : | | | |
| 5. Immeubles donnés en location conformément à la législation sur le bail à ferme, à des fins agricoles ou horticoles : | | | |
| 6. Immeubles donnés en location dans des circonstances autres que celles évoquées aux n°s 3 à 5 ci-avant : | | | |
| a) bâtimens : | R.C. | 1109-55 | 2109-25 |
| | Loyer brut | 1110-54 | 2110-24 |
| R.C. mentionné au n° 6, a, relatif à votre propre habitation que vous n'occupez pas personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales : | | | |
| | R.C. | 1111-53 | 2111-23 |
| b) terrains : | R.C. | 1112-52 | 2112-22 |
| | Loyer brut | 1113-51 | 2113-21 |
| c) matériel et outillage : | R.C. | 1115-49 | 2115-19 |
| | Loyer brut | 1116-48 | 2116-18 |
| 7. Sommes obtenues à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose, de superficie ou d'un droit immobilier similaire : | R.C. | 1114-50 | 2114-20 |
| B. REVENUS ETRANGERS. | | | |
| 1. Biens immobiliers situés dans un pays avec lequel la Belgique n'a pas conclu de convention préventive de la double imposition. | | | |
| a) Propre habitation (ou partie de celle-ci) située dans l'Espace économique européen, que vous occupez personnellement ou que vous n'occupez pas personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales : | | | |
| ▲ Attention : ne complétez cette rubrique que dans les circonstances précisées dans la brochure explicative (voir "Remarque importante" dans les explications relatives à cette rubrique) ! | | | |
| | Loyer brut/valeur locative | 1121-43 | 2121-13 |
| Nombre maximum d'enfants qui étaient à votre charge au 1er janvier d'une année antérieure quelconque et qui occupaient avec vous cette habitation : | | | |
| | | 1122-42 | |
| b) Bâtimens (autres que l'habitation visée sous a), matériel et outillage que vous n'utilisez pas pour votre profession : | Loyer brut/valeur locative | 1123-41 | 2123-11 |
| c) Terrains que vous n'utilisez pas pour votre profession : | Loyer brut/valeur locative | 1124-40 | 2124-10 |
| d) Sommes obtenues à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose, de superficie ou d'un droit immobilier similaire : | Loyer brut/valeur locative | 1125-39 | 2125-09 |
| 2. Biens immobiliers situés dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition. | | | |
| a) Propre habitation (ou partie de celle-ci) située dans l'Espace économique européen, que vous occupez personnellement ou que vous n'occupez pas personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales : | | | |
| ▲ Attention : ne complétez cette rubrique que dans les circonstances précisées dans la brochure explicative (voir "Remarque importante" dans les explications relatives à cette rubrique) ! | | | |
| | Loyer brut/valeur locative | 1133-31 | 2133-01 |
| Nombre maximum d'enfants qui étaient à votre charge au 1er janvier d'une année antérieure quelconque et qui occupaient avec vous cette habitation : | | | |
| | | 1134-30 | |
| b) Bâtimens (autres que l'habitation visée sous a), matériel et outillage que vous n'utilisez pas pour votre profession : | Loyer brut/valeur locative | 1130-34 | 2130-04 |
| c) Terrains que vous n'utilisez pas pour votre profession : | Loyer brut/valeur locative | 1131-33 | 2131-03 |
| d) Sommes obtenues à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose, de superficie ou d'un droit immobilier similaire : | Loyer brut/valeur locative | 1132-32 | 2132-02 |
| C. REDEVANCES PAYEES POUR L'ACQUISITION D'UN DROIT D'EMPHYTEOSE OU DE SUPERFICIE OU REDEVANCES SIMILAIRES : | | | |
| | | 1147-17 | 2147-84 |
| Nom, prénom et adresse du bénéficiaire : | | | |

CADRE III

- Revenu cadastral qui subit un index : 1.38 en 2006 **1.63 en 2013**
- Rc de 1000 € = 1380 contre 1630 en 6 ans + 250 euros
- Loyer fictif : sur lequel est prélevé le précompte immobilier
- Depuis 2005 plus d'obligation de déclarer le RC de l'habitation personnelle (mais on doit toujours payer le précompte immobilier)
- Il faut toujours indiquer tout de même le rc non indexé en **case 1100**
- **Case 1105** si vous utiliser partie de l'habitation pour votre usage professionnel
- **Case 1106** biens donnés en location à des personnes qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession RC + index x 1.40
- **Case 1109** revenus cadastraux d'un bien professionnel donné en location à une personne physique ou morale qui y exerce une activité professionnelle
- **Case 1110** : montant du loyer brut perçu
- **B Revenus immobiliers étrangers**

CADRE IV

- Traitement des salaires, allocations de chômage, indemnités légales de maladie invalidité, revenus de remplacement et pré pension

page 4

Cadre IV. - TRAITEMENTS, SALAIRES, ALLOCATIONS DE CHOMAGE, INDEMNITES LEGALES DE MALADIE-INVALIDITE, REVENUS DE REMPLACEMENT ET PREPENSIONS.

| A. REMUNERATIONS ORDINAIRES. | | |
|---|---------------|---------------|
| 1. Traitements, salaires, etc. (autres que visés sous 4, 13, a et 14, a): | | |
| a) suivant fiches : | (250) | (250) |
| | (250) | (250) |
| | (250) | (250) |
| b) qui ne figurent pas sur une fiche : | | |
| 2. Reprise de réduction d'impôt pour actions ou parts de l'employeur : | | |
| 3. Total des rubriques 1 et 2 : | 1250-11 | 2250-78 |
| 4. Traitements, salaires, etc. pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération (autres que visés sous 13, a, 2 ^e et 14, a, 2 ^e): | | |
| a) suivant fiches : | (306) | (306) |
| b) qui ne figurent pas sur une fiche : | | |
| c) total des rubriques a et b : | 1306-52 | 2306-22 |
| 5. Options sur actions ou parts, attribuées : | | |
| a) en 2012 : | 1249-12 | 2249-79 |
| b) de 1999 à 2011 : montant qui devient imposable en 2012 : | 1249-13 | 2249-80 |
| 6. Pécules de vacances anticipés (autres que visés sous 13, b et 14, b): | 1251-10 | 2251-77 |
| 7. Arriérés (autres que visés sous 13, c et 14, c): | | |
| a) ordinaires : | 1252-09 | 2252-76 |
| b) pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1307-51 | 2307-21 |
| 8. Indemnités de dédit (autres que visées sous 13, d et 14, d) et indemnités de recassement : | | |
| a) répondant aux conditions d'exonération : | 1262-96 | 2262-66 |
| b) autres : | 1308-50 | 2308-20 |
| 9. Rémunérations de décembre 2012 (autorité publique): | | |
| a) ordinaires : | 1247-14 | 2247-81 |
| b) pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1309-49 | 2309-19 |
| 10. Remboursement des frais de déplacement du domicile au lieu de travail : a) montant total : | 1254-07 | 2254-74 |
| b) exonération : | 1255-06 | 2255-73 |
| 11. Avantages non récurrents liés aux résultats : a) ordinaires : | 1242-19 | 2242-86 |
| b) arriérés : | 1243-18 | 2243-85 |
| c) exonération : | 1244-17 | 2244-84 |
| 12. Interventions de l'employeur dans l'achat d'un pc privé : | | |
| a) montant total des interventions : | 1240-21 | 2240-88 |
| b) exonération : | 1241-20 | 2241-87 |
| 13. Rémunérations obtenues par des sportifs dans le cadre de leurs prestations sportives : | | |
| a) traitements, salaires, etc. : 1 ^o ordinaires : | 1273-85 | 2273-55 |
| 2 ^o pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1310-48 | 2310-18 |
| b) pécules de vacances anticipés : | 1274-84 | 2274-54 |
| c) arriérés : 1 ^o ordinaires : | 1275-83 | 2275-53 |
| 2 ^o pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1311-47 | 2311-17 |
| d) indemnités de dédit : 1 ^o répondant aux conditions d'exonération : | 1238-23 | 2238-90 |
| 2 ^o autres : | 1276-82 | 2276-52 |
| 14. Rémunérations obtenues par des arbitres de compétitions sportives pour leurs prestations arbitrales, et par des formateurs, entraîneurs et accompagnateurs pour leur activité au profit de sportifs : | | |
| a) traitements, salaires, etc. : 1 ^o ordinaires : | 1277-81 | 2277-51 |
| 2 ^o pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1312-46 | 2312-16 |
| b) pécules de vacances anticipés : | 1278-80 | 2278-50 |
| c) arriérés : 1 ^o ordinaires : | 1279-79 | 2279-49 |
| 2 ^o pour préavis presté, répondant aux conditions d'exonération : | 1313-45 | 2313-15 |
| d) indemnités de dédit : 1 ^o répondant aux conditions d'exonération : | 1239-22 | 2239-89 |
| 2 ^o autres : | 1280-78 | 2280-48 |
| 15. Prime du Fonds d'Impulsion pour la médecine générale obtenue par un médecin généraliste agréé pour s'installer dans une zone "prioritaire" : | 1267-91 | 2267-61 |
| 16. Forfait pour longs déplacements : | 1256-05 | 2256-72 |
| 17. Cotisations sociales personnelles non retenues : | 1257-04 | 2257-71 |
| 18. Autres frais professionnels (à ne compléter que si vous ne souhaitez pas l'application du forfait légal) : | 1258-03 | 2258-70 |

CADRE IV

page 5

| | | |
|---|------------------------------|------------------------------|
| B. ALLOCATIONS DE CHOMAGE. | | |
| 1. Allocations sans complément d'ancienneté : | | |
| a) allocations ordinaires (égales et complémentaires) : | 1260-01 | 2260-68 |
| b) allocations complémentaires de décembre 2012 (autorité publique) : | 1304-54 | 2304-24 |
| c) arriérés : | 1261-97 | 2261-67 |
| 2. Allocations avec complément d'ancienneté : | | |
| a) allocations ordinaires (égales) : | 1264-94 | 2264-64 |
| b) arriérés : | 1265-93 | 2265-63 |
| C. INDEMNITES LEGALES DE MALADIE-INVALIDITE. | | |
| 1. Indemnités ordinaires : | 1266-92 | 2266-62 |
| 2. Indemnités de décembre 2012 (autorité publique) : | 1303-55 | 2303-25 |
| 3. Arriérés : | 1268-90 | 2268-60 |
| D. REVENUS DE REMPLACEMENT. | | |
| 1. Indemnités complémentaires payées par un ancien employeur en vertu d'une CCT ou d'une convention individuelle : | | |
| a) avec une clause de continuation du paiement en cas de reprise du travail : | | |
| 1° indemnités ordinaires : | 1292-66 | 2292-36 |
| 2° indemnités de décembre 2012 (autorité publique) : | 1300-58 | 2300-28 |
| 3° arriérés : | 1293-65 | 2293-35 |
| b) sans clause de continuation du paiement en cas de reprise du travail : | | |
| 1° indemnités ordinaires : | 1294-64 | 2294-34 |
| 2° indemnités de décembre 2012 (autorité publique) : | 1301-57 | 2301-27 |
| 3° arriérés : | 1295-63 | 2295-33 |
| Avez-vous repris le travail chez un nouvel employeur ou en tant qu'indépendant après votre licenciement par cet ancien employeur mais avant le 1.1.2013 ? | 1297-61 | 2297-31 |
| | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Oui |
| | <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non |
| 2. Indemnités complémentaires en cas de maladie ou d'invalidité : | 1269-89 | 2269-59 |
| 3. Indemnités en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail (égales et complémentaires) : | 1270-88 | 2270-58 |
| 4. Autres : | 1271-87 | 2271-57 |
| 5. Indemnités visées sub 2 à 4, de décembre 2012 (autorité publique) : | 1302-56 | 2302-26 |
| 6. Arriérés d'indemnités visées sub 2 à 4 : | 1272-86 | 2272-56 |
| E. PREPENSIONS. | | |
| 1. Allocations légales de chômage : | | |
| a) allocations ordinaires : | 1281-77 | 2281-47 |
| b) arriérés : | 1282-76 | 2282-46 |
| 2. Indemnités complémentaires : | | |
| a) indemnités ordinaires : | 1235-26 | 2235-93 |
| b) indemnités de décembre 2012 (autorité publique) : | 1305-53 | 2305-23 |
| c) arriérés : | 1236-25 | 2236-92 |
| F. RETENUES POUR PENSIONS COMPLEMENTAIRES. | | |
| 1. Cotisations et primes normales : | 1285-73 | 2285-43 |
| 2. Cotisations et primes pour la continuation individuelle : | 1283-75 | 2283-45 |
| G. HEURES SUPPLEMENTAIRES QUI DONNENT DROIT A UN SURSALAIRE. | | |
| 1. Nombre total d'heures supplémentaires effectivement prestées : | 1246-15 | 2246-82 |
| 2. Base de calcul du sursalaire relatif aux heures supplémentaires donnant droit à une réduction d'impôt : | | |
| a) de 66,81 p.c. : | 1233-28 | 2233-95 |
| b) de 57,75 p.c. : | 1234-27 | 2234-94 |
| H. PRECOMPTE PROFESSIONNEL. | | |
| 1. Suivant fiches : | (286) | (286) |
| | (286) | (286) |
| | (286) | (286) |
| 2. Sur les pécules de vacances déclarés en A, 1, b et A, 4, b, qui ne figurent pas sur une fiche : | 1286-72 | 2286-42 |
| 3. Total des rubriques 1 et 2 : | 1287-71 | 2287-41 |
| I. RETENUES DE COTISATION SPECIALE POUR LA SECURITE SOCIALE : | | |
| J. PERSONNEL DU SECTEUR PUBLIC SANS CONTRAT DE TRAVAIL : | | |
| | 1290-68 | 2290-38 |
| | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Oui |
| K. BONUS A L'EMPLOI : | | |
| | 1284-74 | 2284-44 |
| L. SALAIRE RESULTANT DE LA REPRISE DU TRAVAIL. | | |
| Si vous avez mentionné des indemnités complémentaires en D, 1, a et/ou E, 2, et/ou après votre licenciement par votre ancien employeur, vous avez repris le travail chez un ou plusieurs nouveaux employeurs, mentionnez ici les salaires (A, 1 + A, 5 + A, 10, a + A, 12, a + A, 10, b + A, 12, b) que vous avez perçus de ces nouveaux employeurs : | | |
| | 1296-62 | 2296-32 |
| M. PRECOMPTE MOBILIER SUR LES REVENUS DE DROITS D'AUTEUR, DE DROITS VOISINS ET DE LICENCES LEGALES ET OBLIGATOIRES, QUI SONT MENTIONNES SOUS A, 1, A, 4 OU A, 7 : | | |
| | 1299-59 | 2299-29 |

(Voir la suite du cadre IV à la page suivante)

page 6

Cadre IV. - TRAITEMENTS, SALAIRES, ALLOCATIONS DE CHOMAGE, INDEMNITES LEGALES DE MALADIE-INVALIDITE, REVENUS DE REMPLACEMENT ET PREPENSIONS - SUITE.

N. MEMBRES DE LA FAMILLE AIDANTS DE TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

Indiquez le pays, le code en regard duquel ont été mentionnés les revenus perçus en qualité de membre de la famille aidant d'un travailleur indépendant (p.ex. 1250-11), ainsi que leur montant.

Code : Montant :

O. REVENUS D'ORIGINE ETRANGERE (ET FRAIS Y AFFERENTS).

Indiquez le pays, le code en regard duquel ils ont été mentionnés (p.ex. 1250-11) et le montant des revenus d'origine étrangère suivants (et des frais y afférents) que vous avez mentionnés aux rubriques A à E ci-avant :

1. revenus perçus en France ou aux Pays-Bas qui ont été soumis, dans ces pays, à une législation sociale pour travailleurs salariés ou assimilés et qui ne sont pas exonérés d'impôt en Belgique.

Pays : Code : Montant :

2. revenus pour lesquels vous avez droit à une réduction d'impôt pour revenus d'origine étrangère (revenus qui sont exonérés conventionnellement de l'impôt des personnes physiques mais qui entrent en considération pour le calcul de l'impôt afférent à vos autres revenus, ou pour lesquels l'impôt est réduit de moitié).

Pays : Code : Montant :

CADRE IV

- Il s'agit des fiches fiscales 281.10 – 281.13 etc... que l'on reçoit de son employeur ou de l'organisme de paiements du chômage ou de l'INAMI
- Ne pas oublier d'indiquer en case [1255-06](#) le montant de l'exonération pour frais de déplacement domicile - lieu de travail en voiture de 370,00 €
- Si vous travailler loin de votre domicile – il serait peut-être utile d'opter pour les frais réels et non forfaitaire (0,15€/km) ou pour le forfait pour longs déplacements – plus avantageux
- $120 \text{ km/j} \times 275 \text{ jours de travail effectif} \times 0,15 \text{ €} = 4950,00 \text{ €}$ au lieu de 2681,00 +/- avec le forfait
- Chèques repas – chèques cultures – frais propres à l'employeur – utilisation personnelle d'une petite voiture qui ne pollue pas Indice de CO₂ ≤ 102 gr/km – I pad – I phone – si vous roulez à vélo vous pouvez bénéficier d'une indemnité fiscale de 0,21€/km – achat d'un pc pour lequel le patron peut participer à hauteur de 810,00 € exonérés d'impôts

CADRE V

- Les pensions



Cadre V. - PENSIONS.

| A. PENSIONS (à l'exclusion des prépensions). | | |
|---|---------------|---------------|
| 1. Pensions autres que celles visées sub 2 et 3. | | |
| a) Pensions légales obtenues à partir de l'âge légal de la retraite : | (228) | (228) |
| b) Total de la rubrique a : | 1228-33 | 2228-03 |
| c) Arriérés de pensions légales visées sub a : | 1230-31 | 2330-01 |
| d) Pensions de survie : | 1229-32 | 2229-02 |
| e) Arriérés de pensions de survie : | 1231-30 | 2331-97 |
| f) Autres pensions, rentes (à l'exclusion des rentes de conversion) et capitaux, valeurs de rachat, etc. en tenant lieu, imposables globalement : | (211) | (211) |
| g) Total de la rubrique f : | 1211-50 | 2211-20 |
| h) Arriérés de pensions, rentes, etc. visées sub f : | 1212-49 | 2212-19 |
| i) Capitaux et valeurs de rachat imposables distinctement : | | |
| 1° à 33 p.c. : | 1213-48 | 2213-18 |
| 2° à 16,5 p.c. : | | |
| a. valeur capitalisée de pensions légales, obtenue à partir de l'âge légal de la retraite : | 1232-29 | 2232-96 |
| b. valeur capitalisée de pensions de survie : | 1237-24 | 2237-91 |
| c. autres : | 1214-47 | 2214-17 |
| 3° à 10 p.c. : | 1215-46 | 2215-16 |
| j) Rentes de conversion de capitaux et de valeurs de rachat payés ou attribués : | | |
| 1° en 2012 : | 1216-45 | 2216-15 |
| 2° au cours des années 2000 à 2011 : | 1218-43 | 2218-13 |
| 2. Accidents de travail et maladies professionnelles (indemnités légales d'incapacité permanente). | | |
| a) Indemnités, allocations et rentes (à l'exclusion des rentes de conversion) : | 1217-44 | 2217-14 |
| b) Arriérés d'indemnités, etc., visées sub a : | 1224-37 | 2224-07 |
| c) Rentes de conversion de capitaux payés ou attribués : | | |
| 1° en 2012 : | 1226-35 | 2226-05 |
| 2° au cours des années 2000 à 2011 : | 1227-34 | 2227-04 |
| 3. Epargne-pension. | | |
| a) Pensions, rentes, épargne, capitaux et valeurs de rachat imposables globalement : | 1219-42 | 2219-12 |
| b) Epargne, capitaux et valeurs de rachat imposables distinctement : | | |
| 1° à 33 p.c. : | 1220-41 | 2220-11 |
| 2° à 16,5 p.c. : | 1221-40 | 2221-10 |
| 3° à 10 p.c. : | 1222-39 | 2222-09 |
| 4. Cotisations sociales personnelles non retenues : | 1223-38 | 2223-08 |
| B. PRECOMPTE PROFESSIONNEL. | | |
| 1. Suivant fiches : | (225) | (225) |
| | (225) | (225) |
| | (225) | (225) |
| 2. Total de la rubrique 1 : | 1225-36 | 2225-06 |

page 7

C. PENSIONS D'ORIGINE ETRANGERE (ET FRAIS Y AFFECTÉS).

Indiquez le pays, le code en regard duquel elles ont été mentionnées (p.ex. 1211-50) et le montant des pensions d'origine étrangère mentionnées ci-avant (et des frais y affectés) pour lesquelles vous avez droit à une réduction d'impôt pour revenus d'origine étrangère (pensions qui sont exonérées de l'impôt des personnes physiques mais qui entrent en considération pour le calcul de l'impôt affecté à vos autres revenus, ou pour lesquelles l'impôt est réduit de moitié).

Pays : Code : Montant :

.....

.....

.....

CADRE VI

- Les rentes alimentaires

80% du montant des rentes alimentaires perçues sont taxés

Cadre VI. - RENTES ALIMENTAIRES PERÇUES.

| | | |
|---|-----------------|-----------------|
| 1. Rentes non capitalisées (montant réellement perçu) : | 1192-69 | 2192-39 |
| 2. Rentes attribuées avec effet rétroactif en exécution d'une décision judiciaire : | 1193-68 | 2193-38 |
| 3. Rentes capitalisées (montant annuel fictif) : | 1194-67 | 2194-37 |
| a) date d'attribution du capital (<i>jour, mois, année</i>) : | 1195-66 [.....] | 2195-36 [.....] |
| b) montant du capital : | 1196-65 | 2196-35 |
| 4. Débiteur(s) des rentes alimentaires visées sub 1 à 3 (<i>nom, prénom et adresse</i>) : | | |
| a) habitant(s) du Royaume : | | |
| b) non-habitant(s) du Royaume : | | |

CADRE VII

- Revenus des Capitaux et Biens Mobiliers

Nouveau!

Attention cocher la case 1440-15 autrement vous risquez un contrôle automatique du fisc (confirmation que les revenus globaux d'intérêts ne dépasse pas 20.020,00 € et éviter ainsi la cotisation supplémentaire de 4%)

Cadre VII. - REVENUS DES CAPITAUX ET BIENS MOBILIERS.

| A. REVENUS DE CAPITAUX AVANT DEDUCTION DES FRAIS D'ENCAISSEMENT ET DE GARDE. | | |
|---|--------------------------|----------------------------------|
| <p>▲ Attention : revenus visés aux rubriques signalées par le symbole : (+) : la déclaration est toujours obligatoire; (s) : la déclaration est toujours facultative; (t) : lisez la brochure explicative et voyez aussi la rubrique 3.</p> | | |
| 1. REVENUS AVEC PRECOMPTE MOBILIER : | | |
| a) imposables à 25 p.c. (t) : | 1160-04 | 2160-71 |
| b) imposables à 21 p.c. : | | |
| 1° sans retenue de la cotisation supplémentaire de 4 p.c. (t) : | 1161-03 | 2161-70 |
| 2° avec retenue de la cotisation supplémentaire de 4 p.c. (t) : | 1152-12 | 2152-79 |
| c) imposables à 15 p.c. : | | |
| 1° revenus de dépôts d'épargne ordinaires belges (revenus sur lesquels le précompte mobilier a été retenu) (t) : | 1162-02 | 2162-69 |
| 2° revenus de bons d'Etat souscrits pendant la période du 24.11.2011 au 2.12.2011 et émis le 4.12.2011 (s) : | 1153-11 | 2153-78 |
| d) imposables à 10 p.c. (s) : | 1163-01 | 2163-68 |
| 2. REVENUS SANS PRECOMPTE MOBILIER : | | |
| a) dividendes de sociétés coopératives agréées, à l'exception des sociétés coopératives de participation, sur lesquels le précompte mobilier n'a pas été retenu (revenus après déduction de la tranche exonérée de 180 EUR par contribuable) : | | |
| 1° imposables à 25 p.c. (+) : | 1165-96 | 2165-66 |
| 2° imposables à 21 p.c. (+) : | 1166-95 | 2166-65 |
| 3° imposables à 10 p.c. (+) : | 1164-97 | 2164-67 |
| b) intérêts et dividendes de sociétés à finalité sociale agréées, sur lesquels le précompte mobilier n'a pas été retenu (revenus après déduction de la tranche exonérée de 180 EUR par contribuable) : | | |
| 1° imposables à 25 p.c. (+) : | 1167-94 | 2167-64 |
| 2° imposables à 21 p.c. (+) : | 1168-93 | 2168-63 |
| 3° imposables à 10 p.c. (+) : | 1150-14 | 2150-81 |
| c) revenus de dépôts d'épargne ordinaires belges, sur lesquels le précompte mobilier n'a pas été retenu (revenus après déduction de la tranche exonérée de 1.830 EUR par contribuable) (s) : | | |
| 1° imposables à 25 p.c. (+) : | 1151-13 | 2151-80 |
| d) autres revenus sans précompte mobilier : | | |
| 1° imposables à 25 p.c. (+) : | 1444-11 | 2444-78 |
| 2° imposables à 21 p.c. : | | |
| a. sans retenue de la cotisation supplémentaire de 4 p.c. (+) : | 1154-10 | 2154-77 |
| b. avec retenue de la cotisation supplémentaire de 4 p.c. (t) : | 1155-09 | 2155-76 |
| 3° imposables à 10 p.c. (+) : | 1446-09 | 2446-76 |
| 3. ATTESTATION : | | |
| <p>Si vous avez recueilli des revenus visés aux rubriques signalées par le symbole (t) (qu'ils aient été déclarés ou non), vous devez aussi compléter l'attestation ci-après (en cochant la case appropriée). J'atteste que je n'ai pas bénéficié de revenus autres que ceux mentionnés dans ma déclaration, qui peuvent encore donner lieu à la cotisation supplémentaire de 4 p.c. :</p> | | |
| 1440-15 | <input type="checkbox"/> | 2440-82 <input type="checkbox"/> |

(Voir la suite du cadre VII à la page suivante)

CADRE VII

page 8

Cadre VII. - REVENUS DES CAPITALUX ET BIENS MOBILIERS - SUITE.

| | | | |
|--|---------------|-----------------|----------------|
| B. REVENUS NETS DE LA LOCATION, DE L'AFFERMAGE, DE L'USAGE OU DE LA CONCESSION DE BIENS MOBILIERS : | | | |
| 1. résultat de conventions conclues avant le 1.3.1990 : | 1156-08 | 2156-75 | |
| 2. résultat de conventions conclues à partir du 1.3.1990 : | 1157-07 | 2157-74 | |
| C. REVENUS COMPRIS DANS DES RENTES VIAGERES OU TEMPORAIRES : | | | |
| 1. résultat de conventions conclues avant le 1.3.1990 : | 1158-06 | 2158-73 | |
| 2. résultat de conventions conclues à partir du 1.3.1990 : | 1159-05 | 2159-72 | |
| D. REVENUS DE LA CESSION OU DE LA CONCESSION DE DROITS D'AUTEUR, DE DROITS VOISINS ET DE LICENCES LEGALES ET OBLIGATOIRES. | | | |
| 1. Revenus (bruts) : | 1117-47 | 2117-17 | |
| 2. Frais : | 1118-46 | 2118-16 | |
| 3. Précompte mobilier : | 1119-45 | 2119-15 | |
| E. FRAIS D'ENCAISSEMENT ET DE GARDE AFFERENTS AUX REVENUS DECLARES : | | | |
| | 1170-91 | 2170-61 | |
| F. REVENUS AUXQUELS UN REGIME SPECIAL D'IMPOSITION EST APPLICABLE. | | | |
| Si vous avez mentionné ci-avant des revenus auxquels un régime spécial d'imposition est applicable, indiquez le pays concerné, le code en regard duquel ils ont été mentionnés, le montant et la nature de ces revenus : | | | |
| Pays : | Code : | Montant : | Nature : |
| | | | |

- Depuis le 1.01.2012 le précompte mobilier a été relevé de 15% à 21% sur les comptes à vue et compte à termes et bons de caisses (les bons d'Etat de Yves Leterme de fin 2011 eux resteront à 15%). **Il passera à 25% à partir de 2014.**

- Aucun précompte mobilier n'est dû sur un compte d'épargne jusqu'à 1830,00 € par compte d'épargne !!! sur le livret d'épargne au-dessus de ce montant le taux reste de 15% jusqu'en 2014

- Le précompte mobilier est libératoire

CADRE VIII

- Pertes Antérieures et Dépenses Déductibles

Cadre VIII. - PERTES ANTERIEURES ET DEPENSES DEDUCTIBLES.

| | | |
|--|---------------|---------------|
| 1. Pertes professionnelles encore déductibles provenant de périodes imposables antérieures : | | |
| a) afférentes à une activité exercée sous la forme d'une association de fait : | 1350-08 | 2350-75 |
| b) autres : | 1349-09 | 2349-76 |
| 2. Rentes alimentaires (montant réellement payé) : | | |
| a) dues par vous-même : | 1390-65 | 2390-35 |
| b) dues conjointement par les deux époux ou cohabitants légaux : | | |
| c) bénéficiaire(s) des rentes alimentaires visées sous a et b (nom, prénom et adresse) : | 1392-63 | |
| | | |
| 3. Cotisations spéciales de sécurité sociale afférentes aux années 1982 à 1988 et payées en 2012 à l'Office National de l'Emploi : | 1388-67 | |

CADRE VIII

- Rentes alimentaires payés déductibles à hauteurs de 80%
 - Ne pas faire partie du ménage
 - Obligation d'entretien
 - Versements réguliers
 - État de besoin
- Pour la Grèce il faut prouver au moyen d'une attestation délivrée par le service fiscal étranger que le bénéficiaire est résident étranger et qu'il y a été imposé dans ce pays sur ce revenu
- Pour certains pays comme le Maroc il est exigé depuis 3 ans qu'une retenue de précompte professionnel soit versée en Belgique sur les rentes versées aux membres de la famille au Maroc

CADRE IX

Cadre IX. - INTERETS ET AMORTISSEMENTS EN CAPITAL D'EMPRUNTS ET PRIMES D'ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES DONNANT DROIT A UN AVANTAGE FISCAL.

- Intérêts et Amortissement en Capital d'Emprunt et Primes d'Assurances-vie individuelles donnant droit à un avantage Fiscal

| | | | |
|---|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| A. INTERETS ET AMORTISSEMENTS EN CAPITAL D'EMPRUNTS HYPOTHECAIRES CONTRACTES A PARTIR DU 1.1.2005, QUI ENTRENT EN CONSIDERATION POUR LA DEDUCTION POUR HABITATION UNIQUE : | | 1370-85 | 2370-55 |
| ▶ L'habitation pour laquelle l'emprunt a été contracté était-elle toujours votre habitation unique au 31.12.2012 ? | | 1374-81 <input type="checkbox"/> Oui | 2374-51 <input type="checkbox"/> Oui |
| ▶ Nombre d'enfants à charge au 1er janvier de l'année suivant celle de la conclusion de l'emprunt : | | 1375-80 <input type="checkbox"/> Non | 2375-50 <input type="checkbox"/> Non |
| B. PRIMES D'ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES CONTRACTEES A PARTIR DU 1.1.2005, QUI ENTRENT EN CONSIDERATION POUR LA DEDUCTION POUR HABITATION UNIQUE : | | 1373-82 | 2373-52 |
| n° du contrat | | 1371-84 | 2371-54 |
| dénomination de l'organisme assureur | | | |
| C. INTERETS AUTRES QUE CEUX VISES SUB A, AFFERENTS A : | | | |
| 1. des emprunts hypothécaires qui ont été contractés après le 30.4.1986 et (en principe) avant le 1.1.2005 (pour une durée de 10 ans minimum), en vue de | | | |
| - la construction ou l'acquisition à l'état neuf, dans l'Espace économique européen, avec perception de la TVA, de votre seule habitation : | | | |
| - la rénovation totale ou partielle de votre seule habitation, située dans l'Espace économique européen, à condition qu'elle soit occupée depuis au moins 15 ou 20 ans lors de la conclusion du contrat d'emprunt : | | | |
| Date de l'emprunt (jour, mois, année) : | | | |
| Montant de l'emprunt : | | | |
| Nombre d'enfants à charge au 1er janvier de l'année qui suit celle de la conclusion de l'emprunt : | | | |
| Date de l'occupation de la nouvelle habitation ou de l'achèvement des travaux de rénovation (jour, mois, année) : | | | |
| Coût total des travaux de rénovation (TVA incluse) : | | | |
| Votre part dans l'habitation : | | | |
| Part, dans l'habitation, des personnes qui ont contracté l'emprunt avec vous : | | | |
| S'agit-il d'une habitation de deux conjoints ou cohabitants légaux imposés ensemble, qui est, pour chacun d'eux, sa seule habitation ? | | | |
| | | 1136-28 <input type="checkbox"/> Oui | |
| | | 1137-27 <input type="checkbox"/> Non | |
| | | 1143-21 | |
| 2. des emprunts contractés du 1.1.2009 au 31.12.2011 pour financer des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie : | | | |
| 3. des emprunts non visés sub 1 ou 2 ci-avant qui ont été spécifiquement contractés pour acquérir ou conserver des biens immobiliers | | | |
| D. AMORTISSEMENTS EN CAPITAL D'EMPRUNTS HYPOTHECAIRES CONTRACTES EN VUE DE L'ACQUISITION, DE LA CONSTRUCTION OU DE LA TRANSFORMATION D'UNE HABITATION : | | | |
| 1. qui entrent en considération pour la réduction majorée pour épargne-logement : | | | |
| a) emprunts conclus à partir du 1.1.1989 : | | | |
| b) emprunts conclus avant le 1.1.1989 et afférents à : | | | |
| 1° une habitation sociale : | | | |
| 2° une habitation moyenne : | | | |
| 2. qui entrent en considération pour la réduction pour épargne à long terme : | | | |
| a) emprunts conclus à partir du 1.1.1989 : | | | |
| b) emprunts conclus avant le 1.1.1989 et afférents à : | | | |
| 1° une habitation sociale : | | | |
| 2° une habitation moyenne : | | | |
| E. PRIMES D'ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES : | | | |
| 1. qui entrent en considération pour la réduction majorée pour épargne-logement : | | | |
| a) contrats conclus à partir du 1.1.1989 : | | | |
| b) contrats conclus avant le 1.1.1989 : | | | |
| 2. qui entrent en considération pour la réduction pour épargne à long terme : | | | |
| a) contrats conclus à partir du 1.1.1989 : | | | |
| b) contrats conclus avant le 1.1.1989 : | | | |
| 3. n° du contrat | | | |
| dénomination de l'organisme assureur | | | |
| | | 1351-07 | 2351-74 |
| | | 1352-06 | 2352-73 |
| | | 1353-05 | 2353-72 |
| | | 1354-04 | 2354-71 |
| | | 1355-03 | 2355-70 |
| | | 1356-02 | 2356-69 |
| | | 1357-01 | 2357-68 |
| | | 1358-97 | 2358-67 |
| | | 1359-96 | 2359-66 |
| | | 1360-95 | 2360-65 |

CADRE IX

- Depuis le 1.01.2005 dans un souci de simplification :

Pour l'habitation propre le panier comprenant capital – intérêts – assurances solde restant dû = 2200 € + 730 € pendant les 10 premières années de l'emprunt + 70 € si + 3 enf à charges

Total de 2930 € pendant les 10 premières années + 70 € soit 3000 € si 3 enfants [case 1370-85](#)

- Pour les biens acquis avant le 1.01.2005 ou pour les biens qui ne constituent pas l'habitation propre

Il faut reprendre le montant des intérêts et du capital repris sur l'attestation de la banque ainsi que l'attestation du montant de l'assurance solde restant dû et y indiquer les montants en faisant au préalable le calcul des limitations pour le capital remboursé

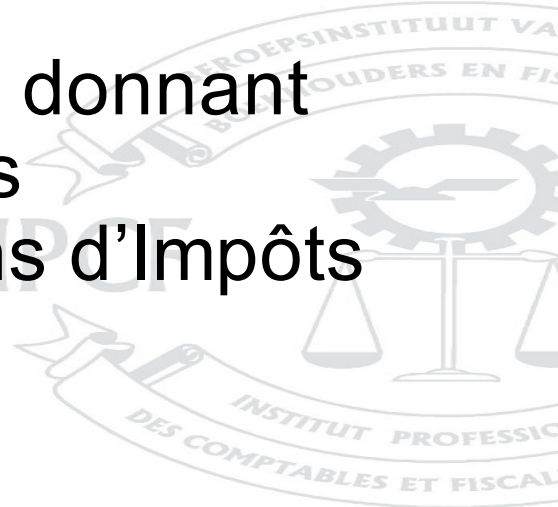
Et mentionner ces chiffres dans les cases : [1146-18](#) intérêts– [1355-03](#) (capital remboursé) ou [1358-97](#) – [1351-07](#) ou [1353-05](#) pour l'ASRD

Les intérêts viennent en déduction de revenus immobilier tels que les RC indexés ou les loyers professionnels perçus tandis que le capital et l'ASRD se répercutera sur le revenu professionnel – voir tableau pour le capital qui entre en ligne de compte pour la réduction pour épargne à long terme ou épargne logement

- **Taxation à l'impôt des non résidents (INR) :** Une personne non résidente qui dispose d'un bien en Belgique sera taxée comme suit: RC indexé X 1.40 case [1106-58](#) à l'INR aucun abattement fiscal si pas d'intérêts liés à un crédit hypothécaire taux d'imposition 25% jusqu'à 8070,00€ 30% jusqu'à 11480,00€

CADRE X

- Dépenses donnant droit à des Réductions d'Impôts



page 10 **Cadre X. - (DEPENSES DONNANT DROIT A DES) REDUCTIONS D'IMPOT.**

| | | |
|--|---------|-------------------|
| A. LIBERALITES : | 1394-61 | |
| B. MONTANT DES FRAIS DE GARDE D'ENFANT QUI ENTRENT EN CONSIDERATION POUR LA REDUCTION D'IMPOT : | 1384-71 | |
| C. PARTIE NON COUVERTE PAR DES SUBSIDES, DES DEPENSES FAITES POUR L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DE PROPRIETES NON DONNEES EN LOCATION ET ACCESSIBLES AU PUBLIC, QUI SONT CLASSÉES CONFORMEMENT A LA LEGISLATION SUR LA CONSERVATION DES MONUMENTS ET SITES OU UNE LEGISLATION SIMILAIRE D'UN AUTRE ETAT MEMBRE DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN : | 1385-70 | 2385-40 |
| D. REMUNERATIONS D'UN EMPLOYE DE MAISON : | | 1389-66 |
| E. VERSEMENTS EFFECTUES DANS LE CADRE DE L'EPARGNE-PENSION : | 1361-94 | 2361-64 |
| F. SOMMES VERSEES EN VUE DE L'ACQUISITION DE NOUVELLES ACTIONS OU PARTS DE CAPITAL D'UNE SOCIETE ETABLIE DANS L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN DANS LAQUELLE VOUS ETES OCCUPE EN QUALITE DE TRAVAILLEUR OU DONT VOTRE SOCIETE-EMPLOYEUR EST UNE (SOUS-)FILIALE : | 1362-93 | 2362-63 |
| G. VERSEMENTS EFFECTUES POUR DES PRESTATIONS DANS LE CADRE D'AGENCES LOCALES POUR L'EMPLOI (CHEQUES ALE) : | 1365-90 | 2365-60 |
| H. VERSEMENTS EFFECTUES POUR DES PRESTATIONS PAYEES AVEC DES TITRES-SERVICES : | 1364-91 | 2364-61 |
| I. MONTANTS PRETES OU MIS A DISPOSITION DANS LE CADRE DE "PRETS GAGNANT-GAGNANT" ENREGISTRES : | | |
| 1. qui entrent en considération pour la réduction d'impôt annuelle : solde des montants prêtés ou mis à disposition : | | |
| a) au 1.1.2012 : | 1377-78 | 2377-48 |
| b) au 31.12.2012 : | 1378-77 | 2378-47 |
| 2. qui entrent en considération pour la réduction d'impôt unique : montant en principal définitivement perdu en 2012 : | 1379-76 | 2379-46 |
| J. MONTANTS MIS A DISPOSITION DANS LE CADRE DE CONVENTIONS DE RENOVATION ENREGISTRES, QUI ENTRENT EN CONSIDERATION POUR LA REDUCTION D'IMPOT. | | |
| Total des montants mis à disposition : | | |
| 1. au 1.1.2012 : | 1332-26 | 2332-93 |
| 2. au 31.12.2012 : | 1333-25 | 2333-92 |
| K. (REDUCTION D'IMPOT POUR LES) DEPENSES FAITES EN VUE D'ECONOMISER L'ENERGIE DANS UNE HABITATION. | | |
| 1. Si vos dépenses concernent une seule habitation, mentionnez ci-après : | | |
| a) votre part dans cette habitation : | | |
| b) les dépenses que vous avez payées en 2012 pour les travaux ci-après : | 1334-24 | p.c. 2334-91 p.c. |
| 1° travaux effectués dans le cadre d'un contrat conclu avant le 28.11.2011 : | | |
| a. à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis moins de 5 ans : | | |
| 1) l'installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique : | 1336-22 | |
| 2) - l'installation d'un système de chauffage de l'eau par le recours à l'énergie solaire | 1337-21 | |
| - l'installation de tout autre dispositif de production d'énergie géothermique | | |
| b. à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis 5 ans ou plus : | | |
| 1) - le remplacement ou l'entretien de chaudières | | |
| - l'installation de double vitrage | | |
| - l'isolation du toit | | |
| - le placement d'une régulation d'une installation de chauffage central au moyen de vannes thermostatiques ou d'un thermostat d'ambiance à horloge | 1314-44 | |
| - un audit énergétique de l'habitation | | |
| 2) l'installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique : | 1315-43 | |
| 3) - l'installation d'un système de chauffage de l'eau par le recours à l'énergie solaire | 1316-42 | |
| - l'installation de tout autre dispositif de production d'énergie géothermique | | |
| 2° travaux effectués dans le cadre d'un contrat conclu à partir du 28.11.2011, à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis 5 ans ou plus : | | |
| l'isolation du toit : | 1317-41 | |

CADRE X

page 11

| | |
|---|--|
| <p>c) les reports de réductions pour des dépenses que vous avez payées en 2011 pour les travaux ci-après, effectués à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis 5 ans ou plus :</p> <p>1° - le remplacement ou l'entretien de chaudières</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de double vitrage - l'isolation du toit - le placement d'une régulation d'une installation de chauffage central au moyen de vannes thermostatiques ou d'un thermostat d'ambiance à horloge - un audit énergétique de l'habitation <p>2° l'installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique ;</p> <p>3° - l'installation d'un système de chauffage de l'eau par le recours à l'énergie solaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de tout autre dispositif de production d'énergie géothermique <p>d) les reports de réductions pour des dépenses que vous avez payées en 2010 pour les travaux ci-après, effectués à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis 5 ans ou plus :</p> <p>1° - le remplacement ou l'entretien de chaudières</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de double vitrage - l'isolation du toit, des murs et des sols - le placement d'une régulation d'une installation de chauffage central au moyen de vannes thermostatiques ou d'un thermostat d'ambiance à horloge - un audit énergétique de l'habitation <p>2° l'installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique ;</p> <p>3° - l'installation d'un système de chauffage de l'eau par le recours à l'énergie solaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de tout autre dispositif de production d'énergie géothermique <p>e) les reports de réductions pour des dépenses que vous avez payées en 2009 pour les travaux ci-après, effectués à cette habitation qui, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, était occupée depuis 5 ans ou plus :</p> <p>1° l'isolation du toit, des murs et des sols ;</p> <p>2° l'installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique ;</p> <p>3° - le remplacement ou l'entretien de chaudières</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation d'un système de chauffage de l'eau par le recours à l'énergie solaire - l'installation de tout autre dispositif de production d'énergie géothermique - l'installation de double vitrage - le placement d'une régulation d'une installation de chauffage central au moyen de vannes thermostatiques ou d'un thermostat d'ambiance à horloge - un audit énergétique de l'habitation <p>2. Si vos dépenses concernent plus d'une habitation, lisez attentivement la brochure explicative et mentionnez ci-après :</p> <p>a) le nombre d'habitations auxquelles vos dépenses se rapportent ;</p> <p>b) le montant total des réductions d'impôt auxquelles vous avez droit pour l'exercice d'imposition 2013 et qui, aux termes de la loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° entrent en considération pour la conversion en un crédit d'impôt remboursable ; 2° n'entrent pas en considération pour la conversion en un crédit d'impôt remboursable ; <p>L. REDUCTION D'IMPOT POUR :- HABITATIONS BASSE ENERGIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HABITATIONS PASSIVES : - HABITATIONS ZERO ENERGIE : <p>M. REDUCTION D'IMPOT POUR LES DEPENSES DE RENOVATION DE VOTRE SEULE HABITATION, OCCUPEE DEPUIS AU MOINS 15 ANS, ET SITUÉE DANS UNE ZONE D'ACTION POSITIVE DES GRANDES VILLES :</p> <p>N. REDUCTION D'IMPOT POUR LES DEPENSES FAITES EN VUE DE LA RENOVATION D'UNE HABITATION DONNÉE EN LOCATION VIA UNE AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE :</p> <p>O. REDUCTION D'IMPOT POUR LES DEPENSES DE SECURISATION D'UNE HABITATION CONTRE LE VOL OU L'INCENDIE :</p> <p>P. REDUCTION D'IMPOT POUR L'ACQUISITION D'OBLIGATIONS EMISES PAR LA CAISSE D'INVESTISSEMENT DE WALLONIE :</p> | <p>1318-40</p> <p>1320-38</p> <p>1321-37</p> <p>1328-30</p> <p>1330-28</p> <p>1331-27</p> <p>1338-20</p> <p>1340-18</p> <p>1341-17</p> <p>1342-16</p> <p>1343-15</p> <p>1344-14</p> <p>1347-11</p> <p>1367-88</p> <p>1348-10</p> <p>1396-59</p> <p>1395-60</p> <p>1383-72</p> <p>1387-68 2387-38</p> |
|---|--|

(Voir la suite du cadre X à la page suivante)

page 12

Cadre X. - (DEPENSES DONNANT DROIT A DES) REDUCTIONS D'IMPOT - SUITE.

| | | |
|---|--|---|
| <p>Q. REDUCTION D'IMPOT POUR L'ACQUISITION D' ACTIONS DE FONDS DE DEVELOPPEMENT AGREES :</p> <p>1. réduction d'impôt pour les actions acquises en 2012 :</p> <p>2. reprise de la réduction d'impôt réellement obtenue antérieurement suite à la cession anticipée des actions en 2012 :</p> | <p>1323-35</p> <p>1376-79</p> | <p>2323-05</p> <p>2376-49</p> |
| <p>R. REDUCTIONS D'IMPOT POUR LES DEPENSES FAITES POUR ACQUERIR A L'ETAT NEUF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - UNE VOITURE, UNE VOITURE MIXTE OU UN MINIBUS ELECTRIQUE : - UNE MOTOCYCLETTE OU UN TRICYCLE ELECTRIQUE : - UN QUADRICYCLE ELECTRIQUE : | <p>1324-34</p> <p>1325-33</p> <p>1326-32</p> | |
| <p>S. REDUCTION D'IMPOT POUR LES DEPENSES FAITES POUR L'INSTALLATION D'UNE BORNE DE RECHARGEMENT DE VEHICULES ELECTRIQUES A L'EXTERIEUR D'UNE HABITATION :</p> | <p>1327-31</p> | |

CADRE X

- Dons et libéralités : organismes agréé – au moins 40 € - preuve du donataire : 45% de réduction [1394-61](#)
- Attestation frais de garde – crèche : 45 % de réduction d'impôts sur les frais réellement exposés [1384-71](#)
- Frais d'entretien site classé : 30 % de réduction [1385-70](#)
- Gens de maison si au mois 24h sem. – soumis à l'ONSS : 50% de réduction plafonnée 7320 € [1389-66](#)
- Épargne pension : plafonnée à des primes de 910 € p.p. par an réduction fixe de 30% [1361-94](#)
- Réduction pour achat d'action d'employeurs (stock options) [1362-93](#)
 - Il faut conserver les titres pendant 5 ans au moins : réduction de 30% plafonné à 730 €
- Réduction pour chèque ALE & Titres services : maximum 2650 €/an par partenaire : réduction 30% [1365-90](#) et [1364-91](#)

CADRE X

- Réduction pour le prêt winwin flamand : crédit d'impôt 2,5% du montant prêté + 30% déductible si capital perdu (aide aux starters-durée 8ans-taux maximum 4,25%) [1377-78](#)
- Réductions en vue d'économiser l'énergie
- Remplacement chaudière [1314-44](#)
- Double vitrage [1314-44](#)
- Isolation du Toit [1314-44](#)
- Régulation du chauffage (vannes thermostatiques) [1314-44](#)
- L'audit énergétique d'une habitation [1314-44](#)

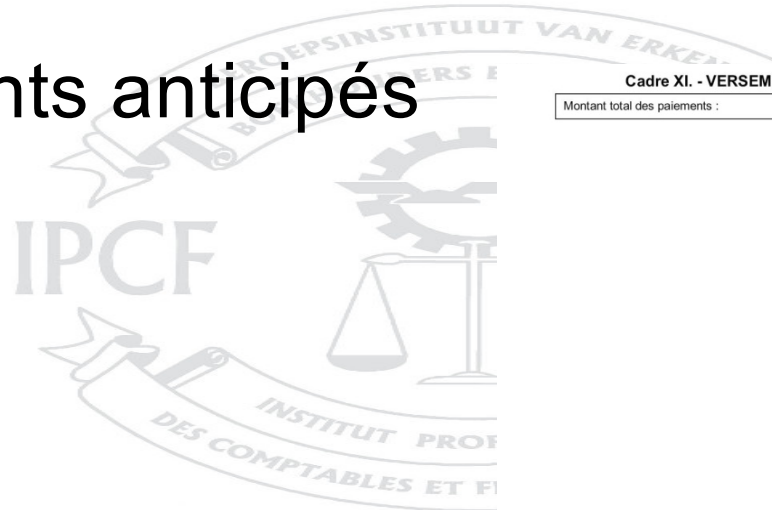


CADRE X

- Photovoltaïque : réduction de 30% au lieu de 40% depuis 01.01.2012 plafonnée à 2930 € par période + 880 € soit 3810 € [1315-43](#)
- Réduction d'impôts pour habitation passive : 440 € habitation basse énergie [1347-11](#)
880 € passive [1367-88](#) et 1760 € habitation 0 énergie [1348-10](#)
- Consommation limitée à 15kWh/m² : demande énergétique pour le chauffage ou refroidissement des pièces

CADRE XI

- Versements anticipés d'impôts



Cadre XI. - VERSEMENTS ANTICIPES RELATIFS A L'EXERCICE D'IMPOSITION 2013.

| | | |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Montant total des paiements : | 1570-79 | 2570-49 |
|-------------------------------|---------------|---------------|

CADRE XI

- Pour les indépendants après 3 ans cela sert à éviter une majoration d'impôts pour absence de versements anticipés
- Pour les salariés et appointés et ouvriers cela peut représenter une bonification d'impôts pour autant qu'il y a impôts à payer (dans la mesure où le précompte professionnel retenu par l'employeur ne suffit pas à couvrir l'impôt)
- **Avantage de la bonification d'impôt : 1,125%**
- Calculer la période pour juger de l'utilité d'en faire ou pas !
- [Case 1570-79](#)

CADRE XII

- Montant imputable du prélèvement pour l'Etat de résidence

Cadre XII. - MONTANT IMPUTABLE DU PRELEVEMENT POUR L'ETAT DE RESIDENCE.

| | | |
|---|---------------|---------------|
| Montant du prélèvement pour l'Etat de résidence, qui a été retenu sur les intérêts que vous avez perçus : | 1555-94 | 2555-64 |
|---|---------------|---------------|

- Cela concerne Monaco la Suisse l'Autriche et le Luxembourg
- La Belgique ayant opté pour l'échange d'information

CADRE XIII

- Compte et assurance vie individuelles à l'Étranger
- Vous devez renseigner les comptes bancaires étrangers existants
- Ainsi que pour les assurances vie type branche 21,22 et 23

Cadre XIII. - COMPTES ET ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES A L'ETRANGER.

| | |
|---|--------------------------------------|
| A. COMPTES A L'ETRANGER. | |
| Est-ce que vous-même, ou votre conjoint ou cohabitant légal avec lequel vous souscrivez cette déclaration commune, ou l'un de vos enfants mineurs non émancipés, avez été titulaire à un moment quelconque en 2012 d'un ou plusieurs comptes auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger ? | 1075-89 <input type="checkbox"/> Oui |
| <i>Si oui, indiquez ci-après les renseignements demandés.</i> | |
| Nom et prénom du titulaire du compte | Pays où le compte était ouvert |
| | |
| B. ASSURANCES-VIE INDIVIDUELLES A L'ETRANGER. | |
| Est-ce que vous-même, ou votre conjoint ou cohabitant légal avec lequel vous souscrivez cette déclaration commune, ou l'un de vos enfants mineurs non émancipés, avez un jour conclu un ou plusieurs contrats d'assurance-vie individuelle (encore en cours) auprès d'une entreprise d'assurance établie à l'étranger ? | 1076-88 <input type="checkbox"/> Oui |
| <i>Si oui, indiquez ci-après les renseignements demandés.</i> | |
| Nom et prénom du preneur d'assurance | Pays où l'assurance a été conclue |
| | |

Nombre de feuilles annexées :

Date :

▲ ATTENTION ! N'OUBLIEZ PAS :

- de reporter les données que vous avez mentionnées au **cadre I** du présent document préparatoire, sur la **première page** de la déclaration proprement dite;
- de reporter les montants et autres données que vous avez mentionnés sur le présent document préparatoire **en regard de codes préimprimés comportant 6 chiffres (p.ex. 1250-11)**, ainsi que leur code à 6 chiffres, sur les **pages intérieures** de la déclaration proprement dite;
- de reporter les données pour lesquelles il n'y a **pas de code préimprimé** dans le présent document préparatoire (p.ex. cadre IV, rubriques N et O, cadre VI, rubrique 4, etc.), dans les cadres et les rubriques correspondants de la **dernière page** de la déclaration proprement dite.



Pour toute information complémentaire
n'hésitez pas à nous contacter

www.fiskophil.com

philippe@fiskophil.com

GSM : 0476/708.618